

**Les autorités P.10**  
 opérationnelles de la chaîne de riposte en conclave à Lomé

# La Conférence économique africaine appelle à une volonté politique plus forte pour stimuler l'industrialisation P.5

Les pays africains doivent faire preuve d'une volonté politique plus forte pour faire progresser l'industrialisation, notamment en adoptant de nouvelles politiques visant à promouvoir

l'amélioration de la productivité et à exploiter le potentiel d'une population jeune en pleine croissance, ont entendu les délégués participant à la Conférence économique africaine 2023.

Cette conférence de trois jours s'est ouverte mercredi dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, sous le thème « Les impératifs du développement industriel durable en Afrique »....

4ème Sommet G20 Compact with Africa à Berlin

## Faure Gnassingbé accueilli en liesse par la diaspora P.3



Le choix du type d'école et les résultats des jeunes sur le marché du travail au Togo

## Le CADERDT fait la dissémination d'une étude P.4

AFIS 2023



**Coris Bank s'engage à l'action suite à l'appel du président Faure P.11**

Forfait internet expiré, mégas lé kèdèèè...

Récupère gratuitement les mégas expirés en renouvelant ton forfait.

\*909\*2#

1. Réglage de la durée de validité de l'offre.  
 2. Indication de l'heure de validité.  
 3. Réglage de la durée de validité de l'offre.  
 4. Réglage de la durée de validité de l'offre.

Appeler Pour ou Pour Appeler \*909\*2#

Forfait	Validité	Volume	Statut
4000	30 jours	100 Mo	0 Mo utilisés

Forfait	Validité	Volume	Statut
1000	7 jours	10 Mo	0 Mo utilisés

Forfait	Validité	Volume	Statut
2000	15 jours	20 Mo	0 Mo utilisés
3000	21 jours	30 Mo	0 Mo utilisés
4000	28 jours	40 Mo	0 Mo utilisés



**Le CONAPP et CONIA P.9**  
 renseignent les professionnels de médias sur l'intelligence artificielle

# Pour Désiré Nyaruhirira de l'OIF, le fichier électoral togolais est suffisamment fiable pour des élections de confiance

Le conseiller spécial politique et diplomatique de la Secrétaire générale de la francophonie, Désiré Nyaruhirira, a la tête d'une délégation, a remis ce mercredi 15 novembre 2023 au président de la commission électorale nationale indépendante (CENI) les résultats de l'opération d'audit du fichier électoral commanditée par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

Selon lui, cette opération a affiché que le fichier électoral togolais est suffisamment fiable pour permettre la tenue des

prochaines élections régionales et législatives dans des conditions de confiance.

Il a fait ces déclarations au siège de la CENI, en présence du président de la CENI, Dago Yabré, des membres de la CENI et le représentant de l'OIF au Togo.

« Comme enseignement majeur, nous retenons qu'après les vérifications et analyses menées, les experts ont délivré des conclusions rassurantes sur la qualité du fichier électoral togolais. Ceci, en termes de fiabilité de l'opération de recensement électoral des électeurs, de son caractère biométrique et de sa représentativité

géographique et sociologique dans les 39 préfectures et 5 régions du pays. Ainsi, 53,80% de femmes inscrites contre 46,18% pour les hommes », a-t-il expliqué.

Selon ces affirmations, le Togo s'illustre à travers ce fichier électoral comme un exemple d'inclusion et de participation politique des femmes. « En sommes, je peux dire au nom des experts que le fichier électoral togolais est suffisamment fiable pour permettre la tenue des prochaines élections régionales et législatives dans des conditions de confiance », a-t-il ajouté.

Il a aussi rappelé que les experts envoyés par la



francophonie pour cet audit ont constaté lors de l'analyse des fichiers qu'il n'y avait pas de doublons à signaler, un travail préliminaire ayant déjà été fait par la

CENI elle-même.

Il faut comprendre que l'OIF a déployé du 20 au 27 octobre 2023 à Lomé une équipe composée de 3 experts (un informaticien, un juriste et un statisticien démographe) pour auditionner le fichier électoral sur demande de la CENI, à travers une lettre envoyée par le ministre de l'administration territoriale à l'OIF.

L'enjeu, selon M. Nyaruhirira, était de déterminer la conformité du fichier électoral togolais aux normes nationales et aux standards internationaux, en se fondant sur des critères notamment d'inclusivité, d'actualité, d'unicité, d'exactitude et de complétude des données des électeurs.

Les 3 experts envoyés ont, selon le conseiller travaillé en toute transparence en effectuant une analyse rigoureuse et objective du cadre juridique et opérationnel, du cadre technique et informatif et de la démographie électorale togolaise.

Au début du processus d'audit, l'OIF a, selon les informations, recommandé à la CENI de mettre en place un comité ad hoc de suivi des travaux de l'audit. Ce qui fut fait. Ce comité composé de membres techniques (experts de la CENI, des membres de la majorité parlementaire, opposition extraparlamentaire et représentants de la société civile) et les experts de l'OIF ont travaillé tout au long de l'opération selon une approche de collaboration.

L'analyse des données des électeurs issus du recensement électoral de 2023 a été menée sur la base de termes de référence élaborés par la CENI et validé par les parties prenantes.

Les travaux effectués vont d'une visite des serveurs des données électorales, d'une démonstration de la fonctionnalité du kit et des logiciels d'enrôlement biométriques des électeurs, une descente sur le terrain, des analyses de dispositifs légal, réglementaire et opérationnel, du dispositif informatif des données des électeurs et des statistiques.

**18ème**  
**22 NOV**  
**03 DEC**  
**2023**

**FOIRE INTERNATIONALE DE LOME**

*Foire de toutes les opportunités*

FEDERER INNOVER ECHANGER DEVELOPPER

**THÈME:**  
**"Connecter les marchés pour une forte croissance des échanges commerciaux"**



4ème Sommet G20 Compact with Africa à Berlin:

## Faure Gnassingbé accueilli par des togolais en liesse

Le président Faure Gnassingbé prend part au 4ème Sommet G20 Compact with Africa (G20-CWA), qui s'ouvre à Berlin en Allemagne.

Arrivée dans la capitale allemande, le président de la République, Faure Gnassingbé ce 20 novembre 2023 à l'invitation de M. Olaf Scholz, Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne a été accueilli par une foule de togolais installée en Allemagne.

Signe de l'adhésion de la diaspora à toutes les actions de Faure Gnassingbé au plan national comme international.

La conférence qui se tient dans un contexte de

reprise soutenue de l'économie africaine après une série de crises mondiales diverses et multiformes, réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains réformateurs, les opérateurs économiques et investisseurs allemands ainsi que les représentants du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI).

Les dirigeants allemands et africains et les partenaires privés et multilatéraux mèneront des réflexions en vue de renforcer la coopération économique, de promouvoir les



investissements privés et d'intensifier la coopération notamment dans le secteur énergétique.

Dans la capitale allemande, le chef de l'Etat togolais est également attendu à la conférence du G20 sur les

investissements privés allemands en Afrique.

Au cours de ces différentes rencontres, le président Faure Gnassingbé partagera avec ses pairs, les partenaires et les investisseurs, les réformes

économiques menées avec succès au Togo ces dernières années, les opportunités d'affaires dans le secteur énergétique et les fruits du dynamisme de la coopération avec la République fédérale d'Allemagne.

Il faut relever que Lomé et Berlin entretiennent d'excellents liens de partenariat autour de quatre principaux axes à savoir le développement économique durable et la formation professionnelle, la transformation agro-industrielle, la décentralisation et la bonne gouvernance financière ainsi que le renforcement du système sanitaire.

Revue sectorielle conjointe de l'éducation 2023

## Des recommandations vertueuses pour une école de la république plus résiliente

Le coaching payant de l'école de la république a prouvé sa virtuosité à tout point de vue. La revue sectorielle est un outil qui concentre l'essentiel des actions qui guident son bon fonctionnement. C'est justement pour revisiter et apprécier la mise en œuvre

des recommandations de l'année précédente et mieux se projeter pour l'avenir que les acteurs du système se sont retrouvés les 14 et 15 novembre 2023 à Lomé. C'est le ministre de l'enseignement primaire, secondaire le Professeur Dodji Kokoroko qui a ouvert les travaux en présence de son collègue Eké Odin de l'enseignement technique, du Dr Aissata BA SIDIBE représentante résidente de l'UNICEF.

Dans une approche concertée, les acteurs du système de l'éducation ont évalué toutes les activités menées durant l'année n-1 par les différents ministères sectoriels et les partenaires techniques et financiers, d'apprécier la mobilisation et l'utilisation des financements, de suivre l'évolution des indicateurs d'accès, d'équité, de qualité et de gouvernance du secteur.

Selon le secrétaire technique permanent du plan sectoriel de l'éducation, cette revue permettra en outre de prendre des recommandations en vue d'ajuster la poursuite de la mise en œuvre du plan sectoriel sur l'année suivante pour une plus grande efficacité.

Pour sa part, le Professeur Kokoroko a fait remarquer que le secteur de l'éducation au Togo fait son chemin avec ses forces et ses faiblesses. Cette revue est un cadre idéal pour corriger ses faiblesses, d'identifier et d'analyser les principales difficultés rencontrées au niveau de chaque secteur pour la mise en œuvre du plan sectoriel en vue de renforcer la résilience du système.

La représentante résidente Dr Aissata BA SIDIBE, chef de file des partenaires techniques et financiers en éducation a émis le souhait qu'au regard des améliorations apportées et face aux défis restant à relever que les

résolutions consensuelles apportées permettront d'effectuer des progrès à un rythme encore plus soutenu, grâce à des recommandations



stratégiques et pragmatiques, avec une identifications claire des responsabilités.

Cette revue est la 2ème après le plan révisé 2020-2030. La première a eu lieu en pleine pandémie au coronavirus et a permis d'évaluer les actions urgentes mises en œuvre pour assurer la continuité des apprentissages durant la fermeture des écoles et pour organiser sa reprise

progressive.

Cette deuxième revue a fait le point des activités mises en œuvre durant les années 2021 et 2022 ; de rendre compte des performances de chaque sous-secteur en présentant le niveau d'exécution financière et l'état d'exécution physique des financements octroyés,

Un pacte de partenariat avec les partenaires techniques et financiers

Les acteurs de l'éducation sont actuellement dans la préparation du pacte de partenariat qui est une feuille de route pour la transformation du système éducatif. Ce pacte vise à identifier la manière dont un pays

ainsi que l'évolution des principaux indicateurs de suivi définis dans le plan sectoriel, elle a identifié et analysé les principales difficultés rencontrées au niveau de chaque sous-secteur. Cette revue a formulé des recommandations pertinentes pour poursuivre la réalisation des objectifs assignés au plan sectoriel de l'éducation et pour renforcer la résilience du système

partenaire du partenariat mondial pour l'éducation entend collaborer avec ses partenaires autour d'une réforme prioritaire susceptible de catalyser le changement à l'échelle du système dans son ensemble. Les résultats de cette revue ont alimenté les réflexions pour l'élaboration de ce pacte de partenariat qui sera soumis au partenariat mondial pour l'éducation au premier semestre 2024.

Le choix du type d'école et les résultats des jeunes sur le marché du travail au Togo

## Le CADERDT fait la dissémination d'une étude qui interpelle

Le Togo a donné une place de choix à l'éducation dans sa politique publique. Cette propension a conduit à l'élaboration depuis 2010 du plan sectoriel de l'éducation qui concentre les grandes actions du système éducatif. L'évaluation et l'appréciation des politiques par des études factuelles est l'un des domaines d'actions du Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT). Réuni en atelier de dissémination le jeudi 16 novembre 2023, les résultats sur l'étude "le choix du type d'école et les résultats des jeunes sur le marché du travail au Togo", les participants ont apprécié les conclusions de cette étude qui renseignent sur la réalité des disparités de l'enseignement à caractère

public et privée et son impact sur la marché du travail.

Dans l'exposé des motifs de cette étude, Mme Odilia Gnassingbé-Essonam, Directrice exécutive PI du CADERDT a fait remarquer que les questions d'éducation, de formation et d'insertion socio-professionnelle sont des question essentielles qui appellent à des actions urgentes pour la construction d'un capital humain de qualité pour améliorer les performances économiques du Togo. Selon elle, le système éducatif togolais génère à fréquence régulier des talents, des hommes, des savoirs scientifiques et des innovations qui alimentent et auto-entretiennent la croissance économique et le développement. Elle a invité



les participants à poursuivre la réflexion sur les propositions concrètes et opérationnelles, visant à améliorer substantiellement la qualité de l'éducation au Togo et lever les barrières à l'entrée du marché du travail.

Cette étude réalisée par des chercheurs africains avec le soutien du Consortium pour la recherche Economique en Afrique (CREA) révèle que les jeunes ayant suivi des formations au sein des structures privées sont plus compétitives et acquièrent plus d'opportunité d'emploi

rémunérés que les jeunes issus des structures publiques. Cette disparité s'explique par le fait que les systèmes éducatifs des écoles privées, en grande partie, offrent de meilleures conditions d'étude et d'apprentissages mais aussi spécialisées en lien avec les besoins du marché du travail.

L'enquête a révélé aussi le fait que la plupart des parents ayant déjà une entreprise orientent leurs enfants dans les structures de formations privée ou les enfants après leur sortie reviennent travaillés dans les

entreprises de leurs parents.

Comme recommandation de politique économique, ce document propose l'encouragement de la collaboration entre les écoles et centres d'enseignements privés et publics, l'amélioration de la qualité de la qualité de l'éducation publique, la réglementation et la supervision des écoles privées, la promotion de l'employabilité. Les investissements dans les infrastructures éducatifs, l'offre de formation dans les secteurs porteurs comme l'agriculture, la valorisation des métiers porteurs, l'harmonisation des curricula de formation sont autant d'aspects à intégrer pour des politiques concrètes et opérationnelles, susceptibles de faire de l'égalité des chances, une réalité aussi bien au niveau du système éducatif, que du marché du travail.

Un panel objet de discussion sur quelles priorité de politiques éducatives pour répondre aux besoins du marché du travail a permis aux participants d'apporter des éléments pour consolider les recommandations et enrichir le document.

Adam Adjronou

## Le Port autonome de Lomé remporte deux meilleures distinctions

La plateforme portuaire Togolaise a reçu il y a quelques jours au Nigéria, deux distinctions majeures. Il s'agit notamment du prix du « Meilleur Trafic Transit et Transbordement » en 2022 et, celui de la « Meilleure Politique de Système de Management Intégré (SMI) ».

Les trophées, décernées lors de la 43ème session de l'Association des Ports d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC) et de la 7ème édition des Awards des ports africains, organisées du 6 au 9 novembre à Lagos, ont été présentées ce mardi 14 novembre 2023 au ministre de l'économie maritime, Edem Tengue.

La première distinction, qui n'est pas une première, récompense l'efficacité des opérations de la plateforme en 2022, qui a enregistré un trafic transit de 3,8 millions de tonnes et un trafic de transbordement de 1,574 millions de conteneurs EVP.

Pour ce qui concerne le deuxième prix, il vient souligner l'obtention de 4 certifications ISO (45001, 14001, 27001 et 9001) par le premier port ouest-africain.

« Ces récompenses témoignent de l'engagement continu du Port Autonome de Lomé envers l'excellence, l'innovation et la durabilité, et renforcent sa position en tant que leader régional dans



le domaine portuaire. Elles sont le fruit du travail acharné, de la vision stratégique du gouvernement togolais, et de l'engagement de toute l'équipe du port, ainsi que de

ses partenaires et parties prenantes », a salué le ministre Edem Tengue.

Par ailleurs, un autre trophée a également été décerné à un membre de l'administration portuaire,

Adanlete Lawson Akuele Yevona, qui a été honorée en tant que « Meilleure Femme Ayant Assuré avec Dynamisme des Fonctions dans le Secteur Maritime et Portuaire (RFPMP-AOC) ».

18ème Foire Internationale de Lomé

## En visite guidée sur le site du CEF, Rose Kayi Mivédor rassure

Au Togo, c'est la dernière ligne droite avant le début de l'édition 2023 de la Foire Internationale de Lomé (FIL). A quelques jours de l'ouverture officielle des stands, les derniers préparatifs sont en cours au Centre togolais des expositions et foires (CETEF-Togo 2000) dédié à l'événement. Ce vendredi 17 novembre, le site a

connu la visite de la ministre en charge du commerce Rose Kayi Mivédor.

En compagnie du patron des lieux Alexandre de Souza, la ministre a eu droit à une visite guidée des installations et a constaté avec satisfaction l'avancée des travaux et des innovations apportées par



les responsables du CEF.

"On est prêt. On attend que les visiteurs", a rassuré

Mme Rose Kayi Mivédor.

La 18ème foire internationale de Lomé s'ouvre le mercredi 22

novembre prochain pour prendre fin le 3 décembre 2023.

# La Conférence économique africaine appelle à une volonté politique plus forte pour stimuler l'industrialisation

Les pays africains doivent faire preuve d'une volonté politique plus forte pour faire progresser l'industrialisation, notamment en adoptant de nouvelles politiques visant à promouvoir l'amélioration de la productivité et à exploiter le potentiel d'une population jeune en pleine croissance, ont entendu les délégués participant à la Conférence économique africaine 2023.

Cette conférence de trois jours s'est ouverte mercredi dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, sous le thème « Les impératifs du développement industriel durable en Afrique ».

Organisée par la Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et le Programme des Nations unies pour le développement, la conférence de cette année, la 18e édition, a réuni des experts, le secteur privé, des chercheurs et des jeunes pour discuter des défis et des perspectives de l'industrialisation en Afrique.

Dans son discours de bienvenue, la présidente éthiopienne Sahle-Work Zewde a souligné l'importance de l'industrialisation comme moteur essentiel d'une croissance économique inclusive.

« La nécessité de changer le discours sur l'industrialisation de l'Afrique pour un développement industriel inclusif et durable est devenue plus impérative; les pays africains doivent construire un secteur industriel robuste capable de résister aux chocs extérieurs

», a-t-elle déclaré aux participants.

La présidente Sahle-Work a mis l'accent sur le fait que les politiques industrielles devraient se concentrer sur le soutien au développement industriel national et sur la promotion de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, soulignant que le Covid-19 avait enseigné de dures leçons sur la vulnérabilité de la production

Gatete, a appelé la conférence à explorer les politiques et les capacités institutionnelles nécessaires à une industrialisation durable, un développement inclusif et une transformation structurelle. « Cela nous aidera à reconstruire et à sortir plus forts des crises », a-t-il déclaré, ajoutant que la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine



mondiale et des chaînes de valeur face à divers chocs.

L'Afrique abrite certaines des économies mondiales à forte croissance et dispose d'un capital humain attrayant, dominé par une population jeune comparativement aux populations vieillissantes d'autres régions, et est donc considérée comme le futur marché frontière de la main-d'œuvre. Malgré cela, le rythme de l'industrialisation et de la transformation économique en Afrique reste lent par rapport à d'autres régions.

Le secrétaire général adjoint des Nations unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Claver

(ZLECAF) est également cruciale.

M. Gatete a souligné l'engagement de la CEA à soutenir les pays et les communautés économiques régionales dans l'élaboration de stratégies de mise en œuvre nationales et régionales afin de les aider à intégrer l'accord de la ZLECAF dans leurs priorités nationales et à identifier les domaines dans lesquels ils disposent d'un avantage concurrentiel.

Kevin Urama, économiste en chef et vice-président de la Banque africaine de développement, a exhorté les pays africains à penser différemment et à mettre en œuvre des politiques de transformation qui accélèrent

la capacité de production locale et encouragent la consommation de produits fabriqués localement.

« Les Africains doivent penser africain, produire africain et consommer africain pour encourager le développement industriel local en Afrique », a-t-il déclaré.

M. Urama a proposé plusieurs approches pour accélérer l'industrialisation et la transformation structurelle en Afrique. Celles-ci comprennent la mise en œuvre d'une politique industrielle stratégique qui encourage la production et la consommation locales, ainsi que le développement des

(<https://apo-opa.co/3SR3t6h>).

Matthias Naab, directeur du Centre de services pour la région Afrique du Programme des Nations unies pour le développement, a exhorté à la promotion de partenariats public-privé mutuellement bénéfiques engagés dans l'industrie manufacturière en Afrique.

Il s'est également félicité de la prise en compte croissante de la jeunesse dans les politiques de développement. « L'inclusion de jeunes chercheurs africains à cette conférence témoigne de notre engagement à exploiter leur puissance intellectuelle; les jeunes sont les industriels d'aujourd'hui et de demain, et nous voulons nous assurer qu'ils jouent un rôle de premier plan dans l'identification des voies à suivre », a-t-il déclaré.

Dans une allocution en visioconférence, Mme Fatou Haidara, directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), a cité la jeunesse africaine, le dynamisme des petites et moyennes entreprises, le potentiel des énergies renouvelables et l'abondance des ressources naturelles comme des facteurs potentiels de réussite pour le continent.

« La capacité de production locale, l'accès inclusif aux marchés financiers mondiaux, les chaînes de valeur durables et l'action climatique sont des conditions préalables nécessaires pour une Afrique prospère », a déclaré Mme Haidara, soulignant l'engagement de l'ONUDI à aider les pays à développer leurs capacités, leurs analyses et leurs conseils en matière de politiques fondés sur des données probantes.

## Togocom : tableau d'or pour les partenaires, distinction pour le personnel

Le 11 novembre 2023 à Lomé, s'est tenue à l'initiative de Togocom, une journée dédiée aux différents partenaires avec lesquels il interagit dans la fourniture et les échanges de biens et services multiformes.

L'objectif est de créer un cadre d'échanges et de partage avec ces prestataires, les remercier pour leur collaboration et surtout récompenser les plus performants.

Echanges sur le respect des procédures, signature du tableau d'or par les partenaires, et remise de distinction ont marqué cette journée. Les 10 meilleurs (7 locaux et 03 étrangers) ont été distingués sur des critères sélectifs de qualité-

prix -garantie -délai de livraison.

« C'est important de leur dédier une journée pour leur exprimer notre reconnaissance et le plaisir que nous avons à travailler avec eux », a déclaré Pierre-Antoine LEGAGNEUR, directeur général du groupe Togocom.

De son côté, Gérard Pakedou, partenaire lauréat a remercié Togocom pour la reconnaissance. « Avec ce prix nous allons essayer à l'avenir d'être toujours performant et exemplaire », a-t-il ajouté. « Nous ne pouvons que prier pour que cette initiative continue le plus longtemps possible, afin



de servir le peuple togolais de la meilleure des façons », ajoute un autre partenaire, Lassina SANOGO.

Le leader de la téléphonie au Togo compte pérenniser cette journée pour bâtir autour de lui, un partenariat de haut niveau, dans le respect mutuel, l'intégrité, et le partage d'information.

## ALERTE ARNAQUE

Évitez d'envoyer de l'argent par Tmoney ou Floopz

Aucun paiement ne se fait à la DCCFE par Tmoney ou Floopz. Les paiements pour l'obtention du titre foncier se font uniquement dans les agences des banques partenaires et sur les bornes électroniques installées au siège de l'OTR et à la DCCFE.

8280

Signalez toute tentative d'arnaque en appelant le numéro vert





République Togolaise  
Travail - Éducation - Progrès

### Description des postes

#### A. Directeur Administratif et Financier (H/F)

Sous la supervision du Directeur Général, le/la Directeur (trice) administratif et financier est chargé d'assurer la gestion administrative et financière ; d'assurer la gestion des ressources humaines ; d'assurer la gestion du patrimoine mobilier et immobilier ; de procéder à la planification et à la préparation de la passation des marchés publics dans le respect des procédures en la matière ; d'assurer la formulation et la gestion des contrats avec les partenaires et les prestataires ; et de procéder à l'établissement des rapports financiers. Placé sous l'autorité du directeur général et en collaboration permanente avec les autres directeurs de l'agence.

##### 1. Missions principales :

Le Directeur Administratif et Financier assiste le Directeur Général dans toutes les tâches de gestion administrative, financière et comptable de l'agence.

Par nécessité, il peut proposer au Directeur Général, après consultation et avis du contrôleur financier et de l'agent comptable, la création d'une régie d'avance.

##### 2. Tâches : le Directeur Administratif et Financier est chargé des activités suivantes :

- Elaborer les programmes et budgets annuels de l'agence (voir article 9 du décret)
- Etablir le calendrier de préparation du budget en conformité avec le calendrier budgétaire approuvé par le Conseil d'Administration (CA) ; (voir article 9 du décret)
- Exécuter les tâches de comptabilité et de supervision de l'agence pour toutes les opérations administratives et financières et veiller à ce que les différentes structures reçoivent l'appui nécessaire pour exécuter leur programme annuel de travail ;
- Mettre à la disposition des structures de l'agence, les ressources nécessaires à l'exécution des activités sur la base des programmes et des budgets approuvés par le comité stratégique.
- Elaborer les rapports d'activités et les états financiers annuels et périodiques de l'agence ;
- Faciliter le déroulement des missions de supervision et d'audit ;
- Suivre la mise en œuvre des recommandations des missions d'audit et de supervision du ministère de l'économie et des finances ;
- Suivre la remontée de toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées par les structures de l'agence au moyen des avances de fonds qui leur sont accordées au titre de leurs activités ;
- Suivre le respect de l'application des procédures administratives du Manuel administratif, financier et comptable ;

- Présenter au Directeur Général, la situation sur l'évolution des indicateurs financiers (taux de décaissement, niveau d'exécution des budgets etc.) ;
- Vérifier les imputations comptables des pièces justificatives des dépenses ;
- Suivre la bonne utilisation des équipements de l'agence, leur codification, la prise annuelle de leur inventaire physique et la tenue du registre des biens ;
- Superviser le classement et l'archivage (physique et numérique) des pièces comptables ;
- Approuver avec le Directeur de l'ANFCT toutes les sorties de fonds et à ce titre est cosignataire des chèques et ordres de virement ;
- Assurer le fonctionnement de tous les comptes financiers et le réapprovisionnement du compte désigné ;
- Produire les rapports de suivi financier conformément aux dispositifs en vigueur ;
- Préparer les rémunérations des personnels et gérer les ressources humaines.
- Gérer le patrimoine mobilier et immobilier de l'Agence ;
- Procéder à la planification et à la préparation de la passation des marchés publics dans le respect des procédures en la matière ;
- Elaborer et préparer les contrats avec les partenaires et les prestataires.

##### 3. Profil

###### a) Qualifications et compétences requises

- Recrutement ouvert à tous les citoyens togolais ;
- Être titulaire d'un diplôme supérieur (BAC+5 au moins) en Comptabilité, Gestion, Finance, Audit et Contrôle de gestion ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dont trois (3) années en gestion administrative et financière d'agence ou organisme de l'État ou dans un cabinet d'audit comptable ;
- Avoir une bonne connaissance de la tenue de comptabilité d'une agence étatique ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures de gestion comptable et financière d'une agence étatique ou d'une entreprise publique.
- Avoir une bonne connaissance de logiciels de comptabilité en général.
- Avoir une bonne maîtrise du français ; la connaissance de l'anglais serait aussi un atout ;
- Disposer de bonnes aptitudes pour le travail en équipe et dans un environnement sous pression ;
- Disposer d'une bonne intégrité professionnelle et d'une probité morale ;
- Disposer d'aptitudes de leadership avec une bonne capacité de communication et de relations interpersonnelles.

###### b) Exigences du poste

- Être méthodique, organisé et rigoureux ;

- Être prêt à travailler sous haute pression ;
- Être autonome et avoir le sens des responsabilités ;
- Être intègre, de bonne moralité et avoir un sens aigu de l'éthique ;
- Démontrer un esprit d'ouverture face au changement et avoir une aptitude avérée pour la gestion de dossiers complexes ;
- Avoir de bonnes aptitudes de communication et être capable de travailler en équipe en vue d'atteindre les objectifs organisationnels ;
- Interagir facilement avec les partenaires techniques et financiers ainsi que les bailleurs de fonds ;
- Faciliter la prise de décisions de la hiérarchie ;
- Avoir d'excellentes capacités d'analyse, de raisonnement et de rédaction ;
- Avoir une parfaite maîtrise de la gestion axée sur les résultats ;
- Stimuler un environnement d'apprentissage par le leadership et l'exemple ;
- Faire preuve d'initiative, de flexibilité et respecter les délais.

##### 4. Caractéristiques du Poste

- Localisation du poste : Le siège de l'ANFCT est fixé à Blitta au Togo. Il peut toutefois être déplacé, en cas de nécessité, en tout autre lieu du territoire national par décision du Gouvernement, sur proposition du ministre chargé de la décentralisation et des collectivités territoriales.
- Nature du contrat et durée de la mission : Contrat à durée déterminée (CDD) puis Contrat à durée indéterminée (CDI)
- Période d'essai : Trois (03) mois.
- Disponibilité du/de la candidat(e) : Immédiate ;
- Rémunération : Compétitive.

#### B. Directeur de l'Ingénierie de Formation (DIF) (H/F)

##### 1. Missions principales

Sous la supervision du Directeur Général, le/la Directeur (trice) de l'Ingénierie de Formation élabore le Plan national de formation pluriannuel, propose les orientations des programmes, actions et outils de formation élaborés par l'agence ; propose les critères de certification des formateurs-experts du réseau national certifiés ainsi que les critères de localisation des lieux d'accueil des formations et les modalités d'appui en matière de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences.

##### 2. Tâches

- Identifier les besoins en formation initiale et en renforcement des capacités des publics visés, et d'adopter une démarche prospective aux fins d'adaptation de l'offre ;

- Élaborer les parcours et modules de formation initiale et de renforcement des capacités à destination des publics visés ;
- Préparer les outils pédagogiques adaptés à des formations en présentiel et en distanciel ;
- Evaluer les structures privées actives dans le renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation en vue de leur accréditation ;
- Assurer le suivi des établissements publics et privés de formation initiale et de proposer les termes de partenariats avec l'agence en vue de l'harmonisation de l'offre de formation ;
- Procéder à l'identification, à la gestion et à l'évaluation des formateurs-experts.

##### 3. Compétences techniques

- Être titulaire d'un Master dans le domaine de l'Ingénierie de Formation, en psychopédagogie, sciences de l'éducation ou un diplôme équivalent en pédagogie ou en andragogie et formation des adultes.
- Être prêt à travailler sous haute pression ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (5) ans en matière de conception des modules et d'évaluation des formations du personnel des entreprises en général et des collectivités territoriales en particulier ;
- Avoir une formation en administration publique ;
- Avoir une connaissance /formation sur la décentralisation, la gestion des projets communautaires et la mobilisation communautaire ;
- Avoir une capacité en ingénierie pédagogique qui coordonne les projets de formation en partenariat avec des acteurs internes : assistants administratifs, collaborateurs et stagiaires de la formation ;
- Avoir une aptitude à définir une **stratégie globale d'entreprise en stratégie de la formation** : à proposer un plan stratégique de formation ;
- Être en mesure de faire réaliser les scénarios pédagogiques et la mise en application des méthodes choisies ;
- Être capable d'analyser les besoins et la demande de formation ;
- Être en mesure de formaliser un projet de formation et de sélectionner les outils pédagogiques de formation nécessaires ;
- Être capable d'effectuer un suivi de toutes les actions de formation et des dispositifs de formation auprès des stagiaires, mais également des formateurs-experts ;
- Être capable de mettre en place des évaluations de la formation et une analyse des compétences des formateurs et des stagiaires.

##### 4. Qualités personnelles

- Organisation et rigueur.
- Capacité à prendre du recul.
- Esprit de synthèse, d'analyse et qualités rédactionnelles.
- Force de proposition et d'argumentation.

- Ouverture d'esprit, curiosité,
- Sens du relationnel et de la pédagogie,
- Sens des responsabilités couplées à un dévouement à la légalité,
- Méthodique et consciencieux avec d'excellentes capacités de planification,
- Un esprit analytique capable de « voir » les complexités des méthodes choisies et de faire des réajustements.

**5. Candidature**

- Localisation du poste : Le siège de l'ANFCT est fixé à Blitta au Togo. Il peut toutefois être déplacé, en cas de nécessité, en tout autre lieu du territoire national par décision du Gouvernement, sur proposition du ministre chargé de la décentralisation et des collectivités territoriales.
- Nature du contrat et durée de la mission : Contrat à durée déterminée (CDD) puis Contrat à durée indéterminée (CDI)
- Période d'essai : Trois (03) mois ;
- Disponibilité du/de la candidat(e) : Immédiate ;
- Rémunération : Compétitive.

**C. Directeur de l'Appui aux collectivités territoriales et de la communication (DACTC) (H/F)**

**1. Missions principales :**

Sous la supervision du Directeur Général, **le/la Directeur (trice) de l'Appui aux collectivités territoriales et de la communication (DACTC)**, propose un répertoire des métiers des personnels des collectivités, de soumettre une proposition de documents pour enrichir le centre des ressources documentaires et de gérer la logistique de l'agence.

**2. Tâches :**

- Préparer et programmer les activités liées au renforcement des capacités des acteurs ;
- Assurer l'organisation logistique des formations et autres appuis aux collectivités territoriales ;
- Assurer un accompagnement à distance des collectivités territoriales en matière d'organisation des services et d'exercice des compétences ;
- Assurer une assistance à la mise en place de dispositifs de gestion des ressources humaines dans les collectivités ;
- Constituer des bases de données sur les demandes provenant des collectivités territoriales et les réalisations des prestataires mobilisés par l'agence ;
- Organiser et de suivre la mesure des impacts des formations dispensées ;
- Préparer les rapports d'activités périodiques dans leurs composantes techniques ;

- Procéder la constitution et à la diffusion d'une base documentaire rassemblant les productions de l'agence et celles de ses partenaires, nationaux et internationaux ;
- Procéder à la veille réglementaire ;
- Assurer l'information des collectivités territoriales et de leurs partenaires sur les opportunités existantes et les expériences valorisables pour leurs collectivités territoriales ;
- Organiser des événements sur les problématiques en liaison avec la mission de l'agence ;
- Alimenter en continu le site internet du ministère chargé de la décentralisation et des collectivités territoriales.

**3. Compétences techniques**

- Être titulaire d'un Master en gestion de projets, gestion de ressources humaines, sociologie, management, Administration des Entreprises ou de tout autre diplôme équivalent.
- Être prêt à travailler sous haute pression ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (5) ans en matière d'organisation de la formation du personnel des entreprises en général et des collectivités territoriales en particulier ;
- Avoir une formation en administration publique ;
- Avoir une connaissance/formation en communication et techniques des relations publiques ;
- Avoir une connaissance/formation sur la décentralisation, la gestion des projets communautaires et la mobilisation communautaire ;
- Être capable d'analyser les besoins et la demande de renforcement de capacités ;
- Être capable d'effectuer un suivi de toutes les actions de renforcement de compétences et des dispositifs de formation auprès des stagiaires, mais également des formateurs-experts ;
- Être capable de mettre en place des évaluations de la formation et une analyse des compétences des formateurs et des stagiaires.

**4. Qualités personnelles**

- Organisation et rigueur ;
- Capacité à prendre du recul ;
- Esprit de synthèse, d'analyse et qualités rédactionnelles ;
- Force de proposition et d'argumentation ;
- Ouverture d'esprit, curiosité ;
- Sens du relationnel et de la pédagogie ;
- Sens des responsabilités couplées à un dévouement à la légalité ;
- Méthodique et consciencieux avec d'excellentes capacités de planification ;
- Un esprit analytique capable de « voir » les complexités des méthodes choisies et de faire des réajustements.

- Procéder la constitution et à la diffusion d'une base documentaire rassemblant les productions de l'agence et celles de ses partenaires, nationaux et internationaux ;
- Procéder à la veille réglementaire ;
- Assurer l'information des collectivités territoriales et de leurs partenaires sur les opportunités existantes et les expériences valorisables pour leurs collectivités territoriales ;
- Organiser des événements sur les problématiques en liaison avec la mission de l'agence ;
- Alimenter en continu le site internet du ministère chargé de la décentralisation et des collectivités territoriales.

**3. Compétences techniques**

- Être titulaire d'un Master en gestion de projets, gestion de ressources humaines, sociologie, management, Administration des Entreprises ou de tout autre diplôme équivalent.
- Être prêt à travailler sous haute pression ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (5) ans en matière d'organisation de la formation du personnel des entreprises en général et des collectivités territoriales en particulier ;
- Avoir une formation en administration publique ;
- Avoir une connaissance/formation en communication et techniques des relations publiques ;
- Avoir une connaissance/formation sur la décentralisation, la gestion des projets communautaires et la mobilisation communautaire ;
- Être capable d'analyser les besoins et la demande de renforcement de capacités ;
- Être capable d'effectuer un suivi de toutes les actions de renforcement de compétences et des dispositifs de formation auprès des stagiaires, mais également des formateurs-experts ;
- Être capable de mettre en place des évaluations de la formation et une analyse des compétences des formateurs et des stagiaires.

**4. Qualités personnelles**

- Organisation et rigueur ;
- Capacité à prendre du recul ;
- Esprit de synthèse, d'analyse et qualités rédactionnelles ;
- Force de proposition et d'argumentation ;
- Ouverture d'esprit, curiosité ;
- Sens du relationnel et de la pédagogie ;
- Sens des responsabilités couplées à un dévouement à la légalité ;
- Méthodique et consciencieux avec d'excellentes capacités de planification ;
- Un esprit analytique capable de « voir » les complexités des méthodes choisies et de faire des réajustements.

**5. Candidature**

- Localisation du poste : Le siège de l'ANFCT est fixé à Blitta au Togo. Il peut toutefois être déplacé, en cas de nécessité, en tout autre lieu du territoire national par décision du Gouvernement, sur proposition du ministre chargé de la décentralisation et des collectivités territoriales.
- Nature du contrat et durée de la mission : Contrat à durée déterminée (CDD) puis Contrat à durée indéterminée (CDI)
- Période d'essai : Trois (03) mois ;
- Disponibilité du/de la candidat(e) : Immédiate ;
- Rémunération : Compétitive.

**SAFER**  
Société Anonyme de Recouvrement de l'Entretien Routier

**ENTRETIEN ROUTIER**  
**GESTION DES POSTES DE PEAGE**  
**APPLI A CERTAINS PROJETS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**

Chers usagers de la route, merci de prévoir exactement le montant équivalent à votre redevance afin de réduire le temps de d'arrêt au péage.

*Ceci est un message de la SAFER*

Route nationale n°7 (Agou Coussou) Lomé-Togo 0057-8646 Tel: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS  
**RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES**

# Signature d'un accord de partenariat à Samoa entre OEACP-UE

**Un nouvel accord de coopération est signé ce jeudi 15 novembre 2023 entre l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Union Européenne (UE). Il s'agit du nouvel Accord de Samoa qui devra servir de cadre juridique global à leurs relations pour les 20 prochaines années. Pour le chef de la diplomatie togolaise, Prof Robert Dussey, négociateur en chef, la bonne application de cet Accord déterminera l'avenir du partenariat OEACP-UE.**

Les négociations avec la partie européenne ont démarré le 28 septembre 2018 en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York et a pris fin le 15 avril 2021 avec le paraphe du nouvel Accord.

« Les étapes institutionnelles de validation interne de chacune des Parties au partenariat avaient ensuite pris le relais et nous voici aujourd'hui réunis à Samoa pour la signature du nouvel Accord. Le processus a été laborieux et par moment difficile, mais l'essentiel et ce qui compte au final, c'est l'accord conclu. L'issue heureuse des processus de ce genre a souvent l'avantage d'adoucir les peines et les mauvais souvenirs puisque ce que l'on retient en dernière instance c'est le résultat. La fin justifie donc les sacrifices », a déclaré Robert Dussey.

Le chef de la diplomatie togolaise a exprimé sa gratitude aux dirigeants des autres pays membres du Groupe central de négociation dont le soutien a été toujours au rendez-vous lors des négociations.



Il a remercié particulièrement le secrétaire général de l'OEACP et la Commissaire européenne aux partenariats internationaux madame Jutta Urpilainen pour leur appui constant lors du processus des négociations.

Pour Prof Robert Dussey, l'Accord Post-Cotonou, désormais « Accord de Samoa », intervient dans un contexte international où le multilatéralisme est fortement perturbé.

« La signature du nouvel Accord nous permet de réaffirmer notre attachement au multilatéralisme et aux vertus de la coopération. Le

monde a davantage besoin du multilatéralisme et de la coopération puisque nous avons des défis à la fois complexes et transnationaux à relever ensemble. Ce qui justifie le multilatéralisme et nous l'impose dans le monde actuel comme un horizon indépassable, c'est la nature complexe et globale des défis à affronter et les domaines stratégiques de coopération inscrits dans le cadre socle commun du nouvel Accord en sont une illustration », a-t-il fait savoir.

Le chef de la diplomatie togolaise estime que le partenariat OEACP-UE en tant que cadre de coopération liant l'Afrique,

les Caraïbes, le Pacifique et l'Europe, ne peut rester en marge du vent de réforme. Il souligne que lors des négociations, l'OEACP a tout fait pour que le passage de l'Accord de Cotonou à l'Accord de Samoa ne soit pas une simple formalité, un simple « jeu de langage », pour reprendre un concept de Ludwig Wittgenstein, mais l'occasion d'un véritable changement du partenariat.

« Plus qu'une simple occasion de renouvellement d'un accord devenu caduque, le nouvel accord doit offrir l'occasion d'une refonte des relations Europe-OEACP », a-t-il ajouté.

Le ministre togolais des affaires étrangères a également mis sur l'accent la bonne application de l'Accord de Samoa, seule condition qui déterminera l'avenir de l'OEACP et du partenariat OEACP-UE.

« Il s'agit d'un nouvel accord à mettre en œuvre dans un nouvel environnement et dans un nouvel état d'esprit. L'accord de Samoa doit être un nouveau départ et non la transition vers la fin du partenariat OEACP-UE. Le résultat de la mise en œuvre du nouvel Accord d'ici quelques années devra nous convaincre que nous avons eu raison de continuer le partenariat

dans le cadre OEACP-UE que certains considèrent comme inapproprié dans le monde actuel en raison du contexte historique d'émergence du partenariat », a-t-il martelé.

Le chef de la diplomatie a de même insisté sur la prise en compte de changement de paradigme dans les relations Europe-Afrique. Prof Robert Dussey soutient que l'Afrique est en profonde mutation et l'Europe doit tenir compte de cette nouvelle donne dans son nouveau rapport avec l'Afrique.

« Le partenariat OEACP-UE que nous voulons doit être véritablement celui de nos peuples. Il doit être en phase dans son opérationnalité avec des attentes d'indépendance, de respect, de dignité, de justice et d'équité des peuples d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Si le partenariat n'intègre pas ces attentes légitimes de nos peuples, il ne pourra pas tenir ses promesses. Nous avons besoin d'un profond sens d'écoute et de responsabilité dans l'application du nouvel Accord. Notre partenariat mourra ou survivra de cet Accord et tout dépend de notre capacité à l'appliquer avec pragmatisme dans un nouveau schéma de comportement et un nouvel état d'esprit », a fait savoir Robert Dussey.

Ideaux de développement intégral

## Les femmes UNIR de la zone ouest du grand Lomé en journée de réflexion et d'échanges

Les femmes du grand Parti Union pour la République (UNIR) de la zone Ouest du grand Lomé étaient en journée de réflexion et d'échanges

rien d'autre que le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé. C'était le samedi 18 novembre 2023 à l'amphi du Lycée



pour revisiter les idéaux de développement prôné par leur champion qui n'est

Technique de Lomé. « Femme et Développement socioéconomique,

mécanismes incitatifs d'accès aux crédits des femmes, le militantisme»

;"femmes citoyennes modernes ,femmes actrices de développement ,femme et santé" sont les deux thèmes qui ont meublés les échanges.

C'est une initiative du Mouvement de Soutien à Faure Gnassingbé (MSF) ; du Mouvement Femme UNIR (MFU), du RFUD et de la majorité silencieuse.

C'est une initiative qui vient à point nommé quand on sait que le Togo a mis en place d'énormes projet et programmes pour permettre aux citoyens et

citoyennes de financé leurs initiatives.

Mme Pierre Mensah Awity, maire Moyen-Mono 1 dit toute sa reconnaissance à cette rencontre d'échanges qui leur a permis de tenir allumé la flamme du militantisme. La femme UNIR doit être un modèle, elle doit prôner l'amour, la paix autour d'elle et savoir tirer meilleur profit des projets et programmes mis en place par le gouvernement .Pour nous, cette rencontre nous a été plus que bénéfique.



## Le META forme des formateurs à la maintenance des véhicules Hybrides

Le secteur de l'éducation au Togo fait son chemin avec la poursuite des efforts et la mise en œuvre de réformes pertinente dans tous les secteurs et pour tous les axes stratégiques du plan sectoriel de l'éducation. Le sous-secteur de l'enseignement technique se révèle être le secteur pourvoyeur d'emploi grâce à la diversité d'offres de formation. C'est à juste titre que le ministre Eké Odin depuis son magistère met les bouchés doubles pour répondre aux objectifs contenus dans la feuille de route gouvernementale. Tous les togolais peuvent apprécier à juste titre l'engagement et les actes factuels qui cochent toutes les cases vertueuses des ambitions et du dynamisme du gouvernement dans le secteur de la formation professionnelle.

Pour trouver des réponses adéquates au constat fait de la présence de plus en plus dans nos rues et routes de la présence des véhicules hybrides pour lesquels il faut trouver une main d'œuvre qualifiée capable d'assurer leur maintenance, le META forme des formateurs à ce sujet.

Selon le ministre Eké Odin Kokou, Cet atelier des formateurs vise à renforcer les capacités pédagogiques et professionnelles des enseignants

formateurs sur la maintenance et la réparation des véhicules hybrides.

Les participants ont été regroupés en deux groupes pour renforcer les capacités en mécanique et électricité automobile sur des interventions spécifiques sur les voitures hybrides et vulgariser le contenu de la formation auprès des apprenants en mécanique et électricité automobile.

Les mobiles de base et la base de fonctionnement de véhicules hybride qui se distingue de la base de fonctionnement d'un véhicule ordinaire sont autant d'outils qui réactualisent et la remise à niveau des participants .L'atelier a réuni les formateurs des structures de formations venus de tous le Togo.

En raison de la diversité des profils convoqués pour cet atelier, les bases de fonctionnement d'un moteur ordinaire a été pris en compte pour remettre chaque participant au même niveau avant d'introduire l'objet de la formation.

Rappelons qu'un moteur hybride est un moteur qui allie l'usage d'un moteur thermique et électrique. Un moteur ordinaire est un moteur d'utilisation ordinaire .Le moteur hybride se distingue par son économie de carburant et est de plus en plus prisé par les usagers de la route.

Le ministère de l'enseignement veut



relever des défis en vue d'assurer la durabilité des réformes entreprises, de renforcer la résilience du secteur, et de garantir un accès équitable de tous les togolais à une éducation de

qualité, tel que recommandé dans les instruments internationaux notamment l'ODD4 et l'Agenda de l'UA.

Cette formation a bénéficié de l'appui financier du FNAFPP.

En prélude à la semaine de l'intelligence artificielle de 2024

## Le CONAPP et CONIA renseignent les professionnels de médias sur la problématique

En 2024 aura lieu à Lomé capitale Togolaise la semaine de l'intelligence Africaine. Ce rendez-vous international prend en compte un concept nouveau qui pratiquement reste une énigme pour le public. Afin de permettre aux populations et à tous les acteurs de la vie nationale d'avoir un aperçu sur le sujet, le Conseil International pour l'intelligence Artificielle (CONIA) en collaboration avec le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) a initié une formation à l'attention des professionnels des médias du Togo afin que ces derniers puissent faire connaître aux communautés l'intelligence artificielle, ses avantages, ses ouvertures pour le monde aujourd'hui ainsi que ces applications et contours.

Cette formation de deux jours (vendredi 17 et samedi 18 novembre 2023) a pris en compte une soixantaine de journalistes venus de toutes les régions du Togo. C'est la maison du savoir, l'Université de Lomé qui a prêté ses locaux pour la tenue de cette formation. Dans le classement Afrique pour l'intelligence Artificielle, le Togo est 23ème à ce jour. Malgré cette bonne position pour les 54 États du continent noir, l'ignorance est de mise autour de la thématique. Il a fallu cette formation pour que la presse, qui a pour mission régalière de former, informer et sensibiliser puisse en savoir davantage sur la question. Jérôme expert et formateur, venu de la France pour la circonstance a mis le gros du paquet pour permettre aux séminaristes d'avoir l'essentiel. L'IA quoiqu'on dise aujourd'hui est incontestablement incontournable. Tous les domaines de travail en ont besoin pour davantage asseoir la performance. A l'hôpital, dans nos ports, dans nos aéroports, dans nos industries et même dans nos rédactions, le besoin de se frayer une application devient impératif.

L'expert Jérôme n'a pas manqué d'adapter la formation avec des exemples simples qui permettent une compréhension aisée de la chose. Le président du conseil national des Patrons de Presse Germain Pouli au nom des journalistes togolais n'a pu cacher


sa satisfaction : « nous sommes très contents et satisfaits de ce que nous avons pu recevoir comme formation sur l'intelligence artificielle. Aujourd'hui nous sommes bien aguerris pour transmettre aux togolaises et togolais le savoir et les avantages cachés derrière l'intelligence artificielle. Je voudrais remercier le formateur Jérôme RIBERO et surtout le Docteur Mouzou Malik pour cette opportunité qu'il nous a offerte et qui nous édifie à plus d'un titre » a t'il laissé entendre.

L'expert Jérôme n'a pas manqué d'adapter la formation avec des exemples simples qui permettent une compréhension aisée de la chose. Le président du conseil national des Patrons de Presse Germain Pouli au nom des journalistes togolais n'a pu cacher sa satisfaction : « nous sommes très contents et satisfaits de ce que nous avons pu recevoir comme formation sur l'intelligence artificielle. Aujourd'hui nous sommes bien aguerris pour transmettre aux togolaises et togolais le savoir et les avantages cachés derrière l'intelligence artificielle. Je voudrais remercier le formateur Jérôme RIBERO et surtout le Docteur Mouzou Malik pour cette opportunité qu'il nous a offerte et qui nous édifie à plus d'un titre » a t'il laissé entendre.

Monsieur Jérôme RIBERO trouve que l'occasion à été pour lui de démystifier l'intelligence artificielle et de permettre aux séminaristes de la découvrir dans ces fonds et tréfonds. Les séminaristes pour leur part se sont sentis très édifiés et prêts à partager partout la nouvelle avec toutes les autres couches du pays. La formation a connu son apothéose avec le dîner offert par CONIA a l'hôtel 2 février.

A l'occasion le docteur Malik Mouzou, un des rares docteurs en Afrique en IA a eu l'occasion d'échanger avec les patrons de presse avant de leur donner le déroulé de la semaine internationale de l'intelligence artificielle qui aura lieu dans notre pays en 2024.

A la fin le docteur Malik Mouzou fait prix mondial de l'intelligence artificielle en Afrique. Le Togo gagne et reste une référence. Honneur au Togo.



Republique Togolaise  
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires

**OFFRE D'EMPLOI**

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) recrute pour le compte du **Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires**, du personnel compétent en vue de renforcer l'Agence Nationale de Formation des Collectivités Territoriales (ANFCT).

**Lieu d'affectation :** au siège de l'ANFCT à BLITTA.

La description peut être consultée sur le site internet de l'ANPE : [www.anpetogo.org](http://www.anpetogo.org).

Vous êtes doté d'une intégrité et d'une moralité irréprochables, disponible, rigoureux au travail, autonome, vous faites preuve de professionnalisme, vous êtes orienté client et motivé, et vous êtes prêt à travailler partout sur le territoire togolais ; n'hésitez pas à nous faire parvenir votre dossier de candidature constitué comme suit :

**Dossiers de candidature**

Les dossiers de candidature doivent comprendre :

- ✓ Une lettre de motivation adressée au Directeur Général de l'ANPE - Togo ;
- ✓ Un curriculum vitae détaillé accompagné des copies des diplômes et attestations de travail.

**Modalités de recrutement**

- ✓ Présélection sur dossiers ;
- ✓ Entretien professionnel.


**Modalité de dépôt de dossiers**

Le dépôt de dossiers se fait par voie numérique sur le site Internet de l'ANPE : [www.anpetogo.org](http://www.anpetogo.org) en mettant en objet le poste à pourvoir ou par dépôt physique au siège de l'ANPE sis au N° 244 BKK, Avenue de la chance, à côté de l'ancienne Eglise catholique de Bè Kiklamé TEL. : +228 22 25 97 74/77/78/97 au plus tard le 30 novembre 2023 à 17 h 00.

Tout dossier incomplet ou ne répondant pas aux exigences des postes ne sera pas pris en compte.

**NB:**  
Toutes les prestations de l'ANPE relatives à cet appel à candidatures sont entièrement gratuites.  
Pour toute information complémentaire, veuillez contacter le numéro vert gratuit de l'ANPE : 8384.

Fait à Lomé, le 7 NOV 2023

  
Kossi TSIGLO  
Directeur Général.

N° 244 BKK, Avenue de la chance, à côté de l'ancienne Eglise catholique de Bè Kiklamé TEL. : 1228 22 25 97 74/77/78/97 - B.P. 43 06 LOMÉ-TOGO - Email: [anpetogo@anpetogo.org](mailto:anpetogo@anpetogo.org)

Typologie du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme en Afrique de l'ouest

## Les autorités opérationnelles de la chaîne de riposte en conclave à Lomé

Il n'est de nouveau pour personne que la blanchiment des capitaux est l'un des facteurs qui alimentent le terrorisme et d'autres actes de l'inefficacité des mécanismes mis en place qui freinent le développement de la sous-région. C'est justement pour faire face et efficacement à ce fléau que le Groupe Intergouvernemental d'Action Contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) est en atelier régional des parties prenantes au profit des autorités opérationnelles sur les typologies du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest. C'est le commissaire Divisionnaire Tchendo Kpatcha qui a ouvert les travaux de cet atelier au nom du ministre de la sécurité en présence du président de la cellule nationale de traitement des infractions financières M. Aquiteme Tchaa Bignosi.

Cette rencontre régionale des parties prenantes se tient en un moment où la sous-région fait face à des actes récurrents de terrorisme et révèle le constat alarmant de l'inefficacité des



mécanismes mis en place pour faire barrière aux acteurs du blanchiment. Ces acteurs sont plus uni, plus rapide et n'ont pas de frontière dans leur élan. Ils ont une longueur d'avance sur les différentes alternatives mis en place pour faire barrière aux phénomènes. Il va de soi qu'après ce constat que nos états changent de stratégie pour être plus efficace grâce aux connaissances et aux compétences en lien avec les nouvelles techniques.

Dans son mot de circonstance, le représentant du ministre de la sécurité en la personne du divisionnaire Tchendo, après avoir relevé les multiples efforts entrepris par le ministère de la sécurité pour lutter contre l'insécurité pris dans

sa globalité est revenu sur l'aspect spécifique du blanchiment de capitaux qui appellent à des actions concertées, plus dynamique. Cette propension invite à plus de coopération pour plus d'impacts.

Dans son mot de bienvenue, le DG du CENTIF M. Aquitem Tchaa Bignosi a salué l'engagement du GIABA qui met le curseur haut pour décourager tout acte de blanchiment de capitaux. Il salué le choix de son pays pour abriter ce premier atelier qui réunit dans toute sa plénitude les parties prenantes au profit des autorités opérationnelles sur la typologie du blanchiment.

Le représentant du GIABA a dit toute son admiration pour

l'hospitalité dont ils ont fait objet. Selon lui, cet atelier appelle à plus d'engagement pour parer au plus pressant face aux menaces de divers formes qui endeuillent nos Etats. Il appelle à des actions plus concertées pour l'efficacité de la lutte.

Plusieurs thématiques seront débattus, il s'agit notamment de comprendre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération ; les bases d'un dispositif efficace de lutte contre la blanchiment de capitaux, il va s'intéresser à l'aperçu du cadre de conformité du GAFI et de la situation de conformité des Etats membres du GIABA.

Comprendre les risques relatifs au blanchiment de capitaux et au financement

du terrorisme et l'évaluation des risques. Un bref aperçu des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest sera fait.

Le lien entre les armes légères et de petit calibre, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en Afrique de l'ouest ; rapport sur les typologies de blanchiment des produits du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes en Afrique de l'ouest ; le blanchiment selon la fraude dans les marchés publics en Afrique de l'ouest.

Toutes ces thématiques seront corroborées par des partages d'expériences de tous les pays participants.

**La Rédaction**

## L'artiste traditionneliste Mme GASREVI Abla Egnonam Alias Hoedossi Bedi et son équipe pris en parti par les fidèles du pasteur Wiliam Tété

L'artiste traditionneliste Gasrevi Abla Egnonam plus connue sous le nom de Hoedossi Bédi a annoncé il y a quelques jours une tournée de paix auprès de certaines Eglises. Une initiative 100% de paix avec pour but de prôner la paix, le vivre ensemble pour des actions concertées pour la paix au Togo et en Afrique. Elle a eu l'autorisation de l'Union des chefs traditionnelles du Togo qui adhère à une telle initiative. A la surprise générale, l'artiste traditionneliste après les démarches et tractations entreprises auprès de certaines Eglises et plus particulièrement à l'Eglise Yessulagbé du très charismatique pasteur, l'un des pionniers de la problématique de l'Eglise charismatique du Togo en

la personne du pasteur Wiliam Tété qui a brillé par des actes peu recommandables dans un pays laïc qu'est le Togo.

La laïcité de l'Etat Togolais est prouvée à tout égard ce qui d'ailleurs est la base de sa constitution qui précise que le Togo est un état laïc et garantit l'égalité de tous les citoyens devant la loi, quelle que soit leur religion, elle respecte toutes les croyances religieuses et interdit la discrimination fondée sur la religion. Ceci étant, il est évident que tout acte susceptible de renforcer la paix est vivement souhaité.

La démarche de l'artiste togolaise Hoedossi Bedi est un acte à saluer. Pourquoi devrait-elle faire face aux actes déviants des

chrétiens.

Le fait d'être traditionneliste de rendre visite aux chrétiens peut-il être un crime ? Elle a posé un acte de solidarité. Elle explique cette démarche par le fait que l'idéologie traditionneliste est méconnue de nos frères chrétiens ce qui est la base de l'adversité constatée à tout égard. Elle est dans une démarche de mieux faire connaître son idéologie "Vodou" ou "Mamissi" aux chrétiens pour éviter certaines appréciations.

Cet acte dont a été témoin un reporter du journal Vision d'Afrique est à proscrire sur la terre de nos aïeux.

L'artiste Hoedossi promet ne pas baisser la garde malgré la



séquestration d'un de ses collaborateurs qui a été blessé par les chrétiens en courroux à la vue de

l'artiste Hoedossi à l'Eglise Yesu Lagbé de Wiliam Tété à Bè Château le dimanche 19 novembre 2023.

AFIS 2023

# Coris Bank s'engage à l'action suite à l'appel du président Faure

*Au rang des établissements financiers qui ont pris part au sommet sur l'industrie financière en Afrique (AFIS-2023), figurent en bonne place Coris Bank International. Le premier responsable de cette institution, Monsieur Alasane Kaboré n'a pas manqué d'exprimer son satisfecit à l'issue de ces rencontres.*

Au terme de l'édition 2023 du Sommet de l'Industrie Financière Africaine – AFIS à Lomé qui a vu la présence d'éminentes leaders de la communauté financière africaine, près de 1000 décideurs du secteur financier venus de toute l'Afrique et d'ailleurs, ont souligné la détermination collective à relever les défis communs pour stimuler la relance économique du continent et favoriser le développement d'une industrie financière compétitive, innovante, inclusive et durable.

Pendant deux jours, les discussions entre banquiers, assureurs, fintech, Ministres, Gouverneurs de Banque centrale et dirigeants d'autorité de régulation ont couvert divers sujets tels que les marchés de capitaux, le mobile money, la finance climatique et la tokénisation. L'un des bénéficiaires des fruits de ses assises n'est autre que

Coris Banque International dont l'une des filiales est à Lomé. Pour le Directeur général Monsieur Alasane Kaboré, ce sommet salué les organisateurs de ce sommet qui non seulement comme leur attente mais aussi leur permettre de nouer des partenariats.

« C'est une grande satisfaction pour nous cette édition d'AFIS, je pèse mes mots quand je dis satisfaction totale parce que AFIS nous offre la possibilité de nous rencontrer et de construire des partenariats. Comme on le dit souvent, on ne peut pas faire tout seul. Et aussi j'ai l'habitude de dire que le chiffre 1 est souvent trop petit pour réaliser les grandes choses seules. Nous avons besoin de partenaires. Les services que nous offrons, derrière, il y a des partenaires qui nous aident à trouver des solutions et cette organisation d'AFIS, nous permet d'avoir ces

partenaires et d'être en contact direct avec eux et d'envisager comment on peut améliorer les services que nous proposons à la population et ces deux jours nous ont permis de rencontrer plusieurs personnes et nous pensions que dans les jours à venir, vous verrez plus de rapidité, de réactivité et plus de solutions digitale pour la population », a-t-il indiqué.

Il a également souligné le rôle que sa structure joue pour renforcer le partenariat public-privé. « Nous nous positionnons comme financiers et nous accompagnons les privés qui ont des projets pour l'état. Si un privé a un projet de construction d'une école, d'une route et qu'il veut trouver les moyens financiers pour son projet en attendant que l'état puisse trouver de solution pour le remboursement, nous sommes disponibles pour l'accompagner dans la



recherche du financement pour lui permettre de réaliser les projets utiles à nos populations encore une fois de plus »

Enfin, le DG Kaboré voit à travers ces rencontres des perspectives heureuses pour sa structure. « De bonnes perspectives puisque nous avons d'ailleurs signé un partenariat à cette rencontre qui nous permettra de trouver des solutions pour rapprocher encore plus nos services digitaux vers les populations et nous avons d'autres perspectives qui

entreront à coup sûr dans l'intérêt de nos populations », a-t-il conclu.

Pour rappel CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO, quatrième filiale de CORIS HOLDING a lancé officiellement ses activités en février 2015 avec pour ambition de devenir la banque de référence au Togo, reconnue pour sa qualité d'organisation, ses produits, ses services et sa performance continue au profit de la clientèle et ses parties prenantes.

**Citoyens togolais,**

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

**Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.**

**Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**

# La puissance de la Fibre à Sotouboua !

Internet Très Haut Débit à partir de

**15 000 FCFA /Mois**






**La Fibre**

**888 | 119**

ou en agence/commercial itinérant

Frais d'installation à 10.000 F  
Offres soumises à conditions.

togocom.tg   

**Avancer. Pour vous. Pour tous.**

